

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000	Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, C.C.P. 12301154208-10-04.	La ligne décomptée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris . . . . . 1.750 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne . . 1.000 francs Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs pour les annonces.
voie aérienne . . . . .	18.000	29.000		
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire . . . . .	15.000	25.000		
voie aérienne . . . . .	20.000	40.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
Autres pays : voie ordinaire . . . . .	15.000	25.000		
voie aérienne . . . . .	21.000	42.000		
Prix du numéro de l'année courante . . . . .	800		Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du « J.O. ».	
au-delà du cinquième exemplaire . . . . .	500			
Prix du numéro d'une année antérieure . . . . .	1.000			
Prix du numéro légalisé . . . . .	1.200			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### 2004 ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE D'ETAT

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

2003

18 déc. . . . . Décret n° 2003-487 portant création, organisation  
et fonctionnement du Fonds national de solidarité  
pour la promotion d'emplois jeunes. 98

##### MINISTERE D'ETAT

##### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

2002

11 déc. . . . . Décret n° 2002-522 portant modification du  
décret n° 2001-512 du 28 août 2001 portant création  
et organisation du Fonds de Développement et de  
Promotion des Activités des Producteurs de  
café et de cacao. 99

##### MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE

2003

Actes disciplinaires. 99

##### MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

2002

9 juil. . . . . Arrêté n° 5684 MTFPRA. DGFP.DGPCE. SDI  
portant promotion au grade B3 dans l'emploi  
d'assistant comptable. 101

##### MINISTERE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

2001

Concessions accordées à titre définitif. 101

##### MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

2003

3 nov. . . . . Décision n° 87 METFP. CAB. portant nomination  
dans la fonction de Directeur départemental du  
ministère de l'Enseignement technique et de la  
Formation professionnelle. 103

### PARTRIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces. 104

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT

##### MINISTERE D'ETAT

##### MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DECRET n° 2003-487 du 18 décembre 2003 portant création,  
organisation et fonctionnement du Fonds national de  
Solidarité pour la Promotion d'emplois jeunes.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Vu la Constitution ;

Vu la directive n° 5-97 CM. UEMOA du 16 décembre 1997 relative aux lois de Finances ;

Vu la loi organique n° 59-249 du 31 décembre 1959 relative aux lois de Finances et les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 90-589 du 25 juillet 1990 portant réglementation bancaire en République de Côte d'Ivoire ;

Vu la loi n° 97-519 du 4 septembre 1997 portant définition et organisation des sociétés d'Etat ;

Vu le décret n° 98-11 du 14 janvier 1998 portant création de la société d'Etat dénommée Caisse autonome d'Amortissement (CAA) ;

Vu le décret n° 2001-210 du 4 mai 2001 portant organisation du ministère d'Etat, ministère de l'Economie et des Finances ;

Vu le décret n° 2003-65 du 13 mars 2003 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié et complété par les décrets n° 2003-346 du 12 septembre 2003 et n° 2003-349 du 15 septembre 2003 ;

Vu le décret n° 2003-102 du 24 avril 2003 portant attributions des membres du Gouvernement de Réconciliation nationale, tel que modifié par le décret n° 2003-398 du 24 décembre 2003 ;

Vu la communication en Conseil des ministres relative à la restructuration de la société d'Etat dénommée Caisse autonome d'Amortissement (CAA) ;

Vu les recommandations de la Table ronde sur le Financement et la Réhabilitation, la relance et le développement durable de l'Economie de la Côte d'Ivoire des 15, 16, 17 et 18 avril 2003.

#### DECRETE :

**Article premier.** — Il est créé un Fonds national de Solidarité pour la Promotion d'emplois jeunes désigné au présent décret « Le Fonds ».

**Art. 2.** — Le Fonds a pour mission de favoriser, en partenariat avec le système bancaire et financier national et international, l'accès au crédit de jeunes entrepreneurs et des entreprises créatrices d'emplois jeunes.

**Art. 3.** — Le Fonds a pour objet d'appuyer la reprise d'activité des entreprises et de faire émerger des jeunes entrepreneurs capables de s'insérer dans la vie active et de se prendre en charge. Plus spécifiquement, il permettra de :

— Financer, de refinancer et de cofinancer des prêts d'investissements et de trésorerie en faveur de jeunes promoteurs, y compris des prêts personnels aux dirigeants pour apports de fonds propres ;

— D'accorder des garanties personnelles pour la durée des prêts consentis aux entrepreneurs par des Institutions financières ;

— D'apporter l'appui financier pour l'expertise-conseil et les études nécessaires pour la réalisation des projets.

**Art. 4.** — Sont éligibles au Fonds au titre des bénéficiaires :

- 1) Les jeunes créateurs d'entreprise et d'auto emplois ;
- 2) Les entreprises créatrices d'emplois jeunes ;
- 3) Les femmes jeunes entrepreneurs et les couches sociales défavorisées ;

4) Les entreprises de jeunes en difficulté dont les activités ont subi des dommages pour cause de guerre ;

5) Les jeunes bénéficiaires du programme de réinsertion sociale et professionnelle d'après conflit.

**Art. 5.** — Sont éligibles au titre des opérations :

- L'installation de nouveaux entrepreneurs ;
- Le développement d'activités à travers des programmes d'investissement de diverses natures notamment :

- Les nouvelles technologies de l'Information et de la Communication ;

- Le développement de produits nouveaux ;

- Le renforcement de la structure financière de jeunes entreprises fragilisées par la crise, et devant financer leur besoin en fonds de roulement ;

- L'exécution de marchés publics (Etat et collectivités locales) par les jeunes entrepreneurs attributaires ;

- Et toutes autres opérations favorisant la création d'emplois jeunes.

**Art. 6.** — Les ressources du Fonds sont constituées par :

- Les dotations et subventions de l'Etat ;

- Les produits des emprunts contractés par l'Etat et spécialement affectés au Fonds ;

- Les dons et legs ;

- et généralement toutes autres recettes qui pourraient lui être affectées.

**Art. 7.** — Le Fonds est doté d'un mécanisme :

- D'appui technique aux promoteurs ;

- Information ;

- Assistance et conseil ;

- Renforcement des capacités ;

- Et d'appui financier aux promoteurs :

- Crédits ;

- Garanties.

**Art. 8.** — La Caisse autonome d'Amortissement (CAA) assure la gestion financière et les flux financiers du Fonds ;

**Art. 9.** — Des conventions spécifiques seront signés entre le Fonds et les partenaires de réalisation de son objet, notamment avec les collectivités locales.

**Art. 10.** — Les emplois du Fonds sont constitués par :

- Le financement, le refinancement et cofinancement des projets d'investissements et de trésorerie des bénéficiaires ;

- La Garantie des prêts ;

- Les subventions pour le financement de l'appui technique aux promoteurs ;

- Les dépenses de fonctionnement du Fonds dans la limite de son budget.

**Art. 11.** — Les avoirs de Fonds sont domiciliés à la Caisse autonome d'Amortissement (CAA) sur un compte ouvert à cet effet.

**Art. 12.** — Le Fonds est doté d'un comité de surveillance et de suivi (CSS) dont les membres nommés par décret sont :

#### Président

Un représentant de la Présidence de la République :

#### Vice-présidents

Deux représentants du ministère d'Etat, ministère de l'Economie et des Finances ;

#### MEMBRES

#### Au titre de l'Etat

- Un représentant du ministère chargé de l'Industrie et du Développement du secteur privé ;

- Un représentant du ministère chargé des Petites et Moyennes Entreprises ;

— Un représentant du ministère chargé de la jeunesse.

*Au titre d'Organismes publics*

— Un représentant de la Caisse autonome d'Amortissement (CAA) ;

— Un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire.

*Au titre d'Organisations privées*

— Un représentant de l'Association professionnelle des Banques et Etablissements financiers (APBEGCI) ;

— Un représentant de la Fédération ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (EIPME).

Art. 13. — Le comité accomplit les démarches devant aboutir à la mise en place du Fonds, en particulier la recherche des moyens matériels et financiers pour la réalisation des missions.

Art. 14. — Le Comité tiendra informés le Président de la République et le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances du calendrier de mise en œuvre des actions.

Art. 15. — Le comité délibère sur toutes les questions afférentes :

— A la gestion courante du Fonds et notamment l'approbation des activités des différents intervenants ;

— A l'adoption du budget et des états financiers annuels ;

— A l'adoption et à la révision en cas de besoin, des règles prudentielles et des domaines d'intervention.

Art. 16. — Le Comité se réunit au moins une fois par trimestre et autant que de besoin sur convocation de son président.

Art. 17. — Le Comité ne peut délibérer que si six de ses membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants. Les délibérations sont sanctionnées par un procès-verbal co-signé par le président et un membre du comité.

Art. 18. — La fonction de membre du Comité n'est pas rémunérée. Les membres du Comité bénéficient de jetons de présence pour leur participation effective aux sessions du Comité, dont les montants sont arrêtés chaque année en fonction du budget.

Art. 19. — Le Comité est doté d'un secrétariat exécutif dont les membres sont nommés par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances.

Art. 20. — Le Fonds est créé pour une durée de cinq ans renouvelable.

Art. 21. — Le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet à compter de sa date de signature et qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 18 décembre 2003.

Laurent GBAGBO.

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

*DECRET n° 2002-522 du 11 décembre 2002 portant modification du décret n° 2001-512 du 28 août 2001 portant création et organisation du Fonds de Développement et de Promotion des activités des Producteurs de Café et de Cacao.*

Sur rapport conjoint du ministre de l'Agriculture et du Développement rural et du ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des finances ;

Vu la Constitution ;

Vu l'ordonnance n° 2000-583 du 17 août 2000 fixant les objectifs de l'action économique de l'Etat en matière de commercialisation du café et du cacao tel que modifiée par l'ordonnance n° 2001-46 du 31 janvier 2001 ;

Vu l'ordonnance n° 2001-47 du 31 janvier 2001 relative à la redevance professionnelle en matière de café et de cacao ;

Vu le décret n° 2002-398 du 5 août 2002 portant nomination des membres du Gouvernement tel que modifié par le décret n° 2002-466 du 3 octobre 2002 et le décret n° 2002-473 du 12 octobre 2002 ;

Vu le décret n° 2002-441 du 16 septembre 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

Article premier. — Le décret n° 2001-512 du 28 août 2001 est modifié comme suit :

Art. 22 (*nouveau*) : En attendant l'élection et la mise en place de la Nouvelle Assemblée générale, le mandat des membres du premier conseil de gestion désignés provisoirement est prorogé.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et du Développement rural et le ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 décembre 2002.

Laurent GBAGBO.

**MINISTERE DE LA SECURITE INTERIEURE**

**Actes disciplinaires**

*RECTIFICATIF n° 587 MSI. DGP.N. DPPN. du 23 juin 2003 à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 1260 MEMID. DGP.N. DPPN. du 4 septembre 2002 portant rappel à l'activité d'un sous-officier de police.*

LE MINISTRE DE LA SECURITE INTERIEURE

Au lieu de

Article premier. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 606 MEMID. DGP.N. DPPN. du 17 avril 2002 portant suspension de ses fonctions et déferement devant le Conseil d'enquête pour violation de consignes, du sergent de police BOMISSO Gouaho Hermann, mle 1137, mécano 147 041-Z, précédemment en service à la direction des Unités d'Intervention (CRS 1).

*Lire*

Article premier. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 606 MEMID. DGP.N. DPPN. du 17 avril 2002 portant suspension de ses fonctions et déferement devant le Conseil d'enquête pour violation de consignes, du sergent de police BOMISSO Gouaho Hermann, mle 1137, mécano 176 019-Y, précédemment en service à la direction des Unités d'Intervention.

Le reste sans changement.

Abidjan, le 23 juin 2003.

Zémogo FOFANA.